



# Congrès de la fédération des Finances CGT

Les syndicats de la fédération des Finances CGT, réunis en congrès à Lyon du 7 au 11 avril 2014, s'adressent à vous.

## **Le discours de politique générale du nouveau Premier ministre, Manuel Valls, accentue la ligne gouvernementale basée uniquement sur les réponses aux exigences du patronat.**

Ainsi, les cadeaux fiscaux et exonérations de cotisations sociales représenteront plus de 50 milliards d'euro, notamment par l'allègement des cotisations familles pour les employeurs, la baisse de l'impôt sur les sociétés de 33 % à 28 %. D'une manière ou d'une autre, ce sont les salariés qui seront mis à contribution. Dans le même temps, l'exonération totale de cotisations patronales sur les emplois payés au SMIC condamne des millions de salariés aux bas salaires.

La diminution des dépenses publiques est annoncée à hauteur de 19 milliards pour l'État, 10 milliards pour les collectivités et 10 milliards pour l'assurance maladie. Les annonces de suppressions de collectivités locales font peser de graves menaces sur le service public de proximité. Ces mesures auront des conséquences dramatiques sur l'emploi.

## **Autant dire qu'il s'agit d'une déclaration de guerre au monde du travail !**

La position gouvernementale est claire. Il faut continuer le démantèlement des services publics et la casse de la protection sociale afin de satisfaire les exigences du patronat.

Les syndicats de la fédération des Finances réaffirment que cette politique, sous prétexte de compétitivité par la baisse du « *coût du travail* », aura pour effet d'augmenter les inégalités, fragiliser les plus faibles, précariser les travailleurs et contribuer à l'explosion du chômage.

C'est au coût du capital que nous devons nous attaquer et non au « *coût du travail* ». Les acquis sociaux doivent être pérennisés et renforcés.

Nous appelons tous les travailleurs, à combattre avec force le pacte de responsabilité et cette politique basée sur la réduction dogmatique de la dépense publique. Elle entraîne des régressions sociales, l'abandon du rôle et de la place de l'État et des services publics dans la société, la diminution du pouvoir d'achat et la dégradation des conditions de travail.

La fédération des Finances CGT ne l'accepte pas. Elle travaillera à construire avec vous les mobilisations nécessaires pour rejeter ces mesures d'austérité et imposer d'autres choix. **La Fédération invite les agents des finances à participer activement aux prochaines manifestations et rassemblements.**